

Le Courriel d information

n°315 – Mardi 19 mars 2002.

UN IMMENSE SUCCES

Dans ce numéro

La plus grande manifestation jamais organisée contre la mondialisation libérale

Par Christophe Aguiton

A Barcelone, le 16 mars 2002, le mouvement a franchi une nouvelle étape !

Il y avait, selon la police catalane, 250 000 manifestants, un demi million selon les organisateurs et 300 000 selon la presse.

Quels que soient les chiffres retenus, la manifestation de Barcelone face au sommet de l'Union européenne a été au moins aussi nombreuse que celle de Gênes, en juillet 2001 face au G-7. Un chiffre aussi impressionnant qu'imprévu : les organisateurs pensaient rassembler 50 000 personnes, et la tenue, deux jours auparavant, d'une manifestation de la Confédération européenne des syndicats de 100 000 personnes laissait craindre une dispersion des énergies peu propice aux démonstrations de force.



Ce succès est d'autant plus remarquable que, comme à Gênes, la pression policière et médiatique avait été très forte : des dizaines d'arrestations préventives à Barcelone, les frontières bloquées pour les 1500 à 2000 manifestants français et belges qui voulaient se joindre à la mobilisation, une psychose anti-terroriste et anti-basque allant jusqu'à justifier la présence d'avions de guerre !

Dernier élément utile pour juger de l'importance de l'événement : à Barcelone, plus encore que dans les autres mobilisations opposées à la mondialisation libérale, la mobilisation était locale. En dehors d'un contingent d'une dizaine de millier de basques, particulièrement visibles et militants, la quasi-totalité des banderoles étaient en catalan, et les délégations du reste de l'Espagne restaient discrètes. Quant aux cortèges européens, en dehors de délégations symboliques de quelques pays, on ne dénombrait que quelques centaines de français, le reste des troupes étant bloqué au Perthus par les autorités espagnoles.

Les raisons de cette réussite méritent qu'on s'y arrête. Le sommet européen de Barcelone était certes important. La libéralisation du marché de l'énergie en était la partie la plus visible, mais il y avait aussi à l'ordre du jour l'extension de l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire, la flexibilité du marché du travail, la position européenne pour la conférence de l'ONU, à Monterrey, sur les finances nécessaires au développement, et des questions plus techniques comme Galileo, l'équivalent européen du GPS, le système de localisation américain par satellite. Il y avait donc de très bonnes raisons pour manifester contre une Europe qui démantèle les services publics et précarise encore le marché du travail et pour une Europe qui respecterait les droits sociaux, l'environnement et qui instaurerait des rapports différents avec les pays du sud.

Mais ce sommet n'était que le sommet intermédiaire de la présidence espagnole, et c'est en général lors du sommet final, où sont prises les décisions les plus importantes, que se concentrent les mobilisations. Sans oublier l'argument classique qui veut qu'il soit plus facile de mobiliser contre l'OMC ou le G-7, des cibles plus simples que l'Union européenne qui est tout à la fois la porte d'entrée dans la "mondialisation libérale" et un espace qui pourrait être celui d'un autre modèle social, démocratique et environnemental.

Pour comprendre cet incroyable succès, il faut le situer dans la vague actuelle de mobilisation contre la mondialisation libérale, qui est depuis Québec, Gênes et Porto Alegre, en pleine phase d'extension et de "massification".

Barcelone est un des bastions de ce mouvement. Dès juin 2000, grâce aux contacts établis lors du sommet social de Genève et à la mobilisation de Prague, en septembre de la même année, le MRG "Movimiento de Resistancia Global" s'était constitué et des mobilisations très massives avaient eu lieu. A partir de là on a vu des militants barcelonais partout, à Nice, Gênes ou Bruxelles. A Barcelone même, l'annonce d'une conférence de la Banque Mondiale en juin 2001 a permis le développement d'une campagne très importante, au point que la Banque a préféré annuler sa conférence, la campagne décidant de maintenir, pour fêter l'événement, une manifestation qui a rassemblé près de 20 000 personnes.

Le sommet de l'Union européenne était, pour les militants de Barcelone, la première "vraie" raison pour pouvoir, enfin, se mobiliser massivement !

La composition de la manifestation du 16 mars était significative des caractéristiques du mouvement en Catalogne : une force motrice dans la jeunesse, un brassage très large intégrant l'ensemble des mouvements sociaux, et des formes d'organisation très basistes et décentralisées.

Trois "blocs" appelaient à manifester. D'abord la "campagne contre l'Europe du capital" qui regroupait plus de 100 associations, héritière directe de la campagne contre la Banque mondiale, dont la plupart des animateurs, très jeunes, viennent du "Movimiento de Resistancia Global", ensuite les nationalistes catalans et basques, et, pour finir le "Forum social de Barcelone" qui regroupe la gauche parlementaire, liée au PSOE et à IU, et les grands syndicats, CCOO et UGT.

La manifestation avait tous les attributs des mobilisations vraiment massives. La foule était très compacte, à l'opposé des manifestations un peu institutionnelles où les porteurs de banderoles savent jouer de la distance entre les lignes pour créer l'illusion du nombre. Tous les cortèges étaient massifs, plus d'un millier avec le mouvement des femmes, trois mille avec ATTAC, des milliers en défense des palestiniens, de l'environnement ou avec les syndicats

radicaux comme la CGT, l'héritière de la CNT des années 30. Mais tous les cortèges étaient mélangés, une majorité de jeunes, mais aussi des gens de tout âge et de toute provenance : on pouvait voir des badges du PSC (les catalans du PSOE) dans des cortèges autonomes...

Les rapports de force entre les trois blocs étaient clairs. Les nationalistes étaient de 5 à 10 000, un cortège coloré et vivant composé pour l'essentiel de catalans, les basques, à part quelques représentants institutionnels, ayant été attirés par le cortège des mouvements sociaux, animé par "Emen Eta Mundua", l'équivalent basque du MRG. Le Forum social de Barcelone représentait une force du même ordre, mais, découragés par la longueur de l'attente, décidait de se disperser avant même l'ébranlement de la manifestation. Restait, en tête, l'écrasante majorité avec la campagne contre l'Europe du capital.

Plus encore que dans le reste de l'Europe, les générations militantes de Catalogne, et plus généralement d'Espagne à l'exception du pays basque, ont connu une rupture très marquée dans les années 1980. L'horizon de la gauche radicale et des mouvements sociaux des années 1970 était bordé par la chute du franquisme, et l'expérience de la révolution portugaise pouvait laisser espérer une sortie de la dictature concomitante à une rupture avec le capitalisme. La transition démocratique et les accords de la Moncloa entre les syndicats et le gouvernement ont brisé cet espoir et marqué l'affaiblissement durable des équipes militantes.

Dans la deuxième moitié des années 1990, quand les mobilisations ont commencé à se développer, les nouvelles générations militantes avaient l'espace dégagé pour expérimenter de nouvelles formes d'actions et construire leurs mouvements. L'exemple des Etats-Unis a inspiré de nombreux militants et on peut suivre les effets de contagion traverser l'Atlantique en passant par Barcelone, des plus infimes à des aspects plus substantiels : signes des mains pour manifester son approbation, usage de la non-violence active, évolution très rapide des structures organisationnelles, le MRG est ainsi dans un processus de dissolution comparable a celui qu'avait connu le "Direct Action Network" après Washington, en avril 2000, etc. Ces similitudes se sont diffusées d'autant plus vite qu'elles correspondaient à une culture libertaire et "assemblear" très enracinée en Catalogne.

Mais les liens sociaux sont beaucoup plus resserrés ici qu'ils ne le sont aux Etats-Unis. Et on assiste à une situation rare où le mouvement - là la manifestation du 16 mars - est marquée par ces nouvelles formes d'action militante - par exemple, pour éviter toute personnalisation, la première ligne est composée de militants choisis parce qu'ils sont des "anonymes" - mais est aussi capable d'intégrer toutes les composantes de la société, tous les âges et tous les secteurs sociaux.

Quelques remarques pour conclure. Tout d'abord noter l'impact que va avoir cette mobilisation dans les débats et les références. Un seul exemple : El Païs, le grand quotidien madrilène, titrait "La capitale catalane a connu la plus importante des manifestations en faveur d'une autre mondialisation". Le qualificatif "anti-mondialisation" n'est plus le seul à être employé par la grande presse !

Ensuite le caractère secondaire de la violence à Barcelone. Il y a bien eu quelques incidents, quelques poubelles brûlées, quelques jets de pierre, mais rien d'important, pas plus dans la réalité que dans les commentaires des médias, la nervosité policière étant jugée - à juste titre - comme la cause première de ces incidents mineurs. Là aussi, après la montée des violences à Göteborg et Gênes, Barcelone est, dans la lignée de Bruxelles, le signe d'une plus grande maturité du mouvement.

La question de la libre circulation en Europe est par contre un problème majeur. Il n'est pas possible de laisser se développer un état de fait où il serait considéré comme normal que les gouvernements interdisent, en Europe, la circulation des citoyens et la participation aux manifestations. Les protestations des mouvements, et en particulier d'ATTAC, à ces atteintes aux libertés publiques, ont eu un certain impact, mais il faudra amplifier ces campagnes.

Pour finir, il faudra prendre en compte l'impact de l'événement dans les réseaux militants. Il devrait être très important dans l'état espagnol, la mobilisation de Séville, en juin, pour le sommet européen, permettra de le vérifier. Plus largement, une des questions clés, là-bas comme pour le reste de l'Europe, résidera dans la capacité du mouvement à se doter de structures minimales. Sans revenir sur l'acquis que représentent les formes décentralisées et démocratiques des mobilisations, la faiblesse de leurs structurations rend difficile la transmission des expériences et la mise en synergie des mouvements catalans et espagnols avec leurs correspondants européens et mondiaux.



Il y a là un enjeu majeur qui sera au coeur du Forum social européen de novembre prochain. Comment développer les mouvements à l'échelle mondiale, sur les grands objectifs, ceux mis en avant à Porto Alegre, mais aussi les enraciner au niveau local, national et continental et, pour cela, leur permettre d'élaborer des corps de revendications et des stratégies d'action efficaces ?

Paris, le 17 mars 2002

Christophe Aguiton

300 000 manifestants contre l'Europe libérale

Déclaration d'Attac France

Plus de 300 000 personnes ont manifesté le samedi 16 mars à Barcelone contre l'Europe libérale. L'événement a une portée historique : c'est la plus grande mobilisation jamais réalisée contre la déclinaison européenne de la mondialisation libérale dont le programme de la présidence espagnole était le porte drapeau provocateur. Déjà, le jeudi 14 mars, près de 100 000 personnes avaient défilé à l'appel de la Confédération européenne des syndicats pour réclamer une Europe sociale toujours inexistante.

Après le succès du Forum social mondial de Porto Alegre, la preuve est de nouveau faite que le mouvement de lutte contre la mondialisation libérale continue de se renforcer. Ces fortes mobilisations expriment le refus par les opinions publiques des politiques menées par les différents gouvernements de l'Union. Elles mettent en évidence l'autisme de responsables qui continuent à prôner toujours plus de libéralisation au mépris des aspirations des citoyens et des peuples. Alors que la privatisation et la déréglementation de nombre de services publics (notamment aux Etats-unis et au Royaume- Uni) ont abouti à un fiasco économique, voire au chaos, et à un échec social, l'Union européenne n'a pas renoncé à vouloir généraliser ces orientations. Les manifestants de Barcelone lui ont confirmé qu'elle devra désormais compter avec un mouvement social en pleine ascension.

Dans cette situation, le choix du gouvernement espagnol de bloquer, avec la collaboration des autorités françaises, les manifestants à la frontière, et ce au mépris de la liberté de circulation des personnes, puis de faire tirer avec des balles en caoutchouc en fin de manifestation sur des rassemblements pacifiques, montre que la tentation de criminaliser le mouvement de lutte contre la mondialisation libérale est toujours présente.

Attac France, qui a manifesté à Barcelone dans un cortège des Attac d'Europe, s'élève contre l'hypocrisie des institutions de l'Union qui, d'un côté, mettent en place une "Convention" dont l'objectif explicite est d'améliorer le fonctionnement démocratique de l'Union et, de l'autre, répriment des manifestants pacifiques dont la seule faute est d'exiger la prise en compte des aspirations majoritaires des citoyens.

Le gouvernement français, qui a prêté main forte aux autorités espagnoles pour tenter de limiter la participation à la manifestation géante, ne sort pas grandi de cette affaire. Au-delà, Attac s'étonne de l'amnésie sur les ravages de la mondialisation libérale et de ses applications en Europe qui a frappé certains responsables politiques ou leurs représentants dès leur retour de Porto Alegre. La campagne électorale qu'ils ont menée jusqu'à ce jour fait complètement l'impasse sur cette question centrale. Dans les jours qui viennent, Attac va prendre des initiatives pour rafraîchir des mémoires défaillantes sur la base de son Manifeste 2002 lancé lors du grand rassemblement du Zénith du 19 janvier 2002.

Paris, 17 mars 2002

Qui sommes-nous ? Génération Seattle.

Par Christian Losson et Paul Quinio.

L article ci-dessous est une série d extraits tirés de « Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation », ouvrage qui vient de paraître en mars 2002.

Le trou noir n a pas englouti la galaxie contestatrice. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats Unis, de nombreuses voix « expertes » se sont élevées pour sonner le glas des mouvements dits « antimondialisation ». Islamistes, terroristes, manifestants « antimondialistes », même combat. Le combat contre l Amérique. L union sacrée devait réduire au silence les empêcheurs de globaliser en rond, en vertu de l équation douteuse selon laquelle tout contestation de l économie libérale mènerait inévitablement à une attaque des Etats-Unis et des valeurs démocratiques.



Pour autant, trois rendez-vous post-11 septembre ont démontré que la mobilisation poursuivait son chemin. [L'article a été écrit avant les mobilisations de Barcelone] Le nouveau cycle de négociations commerciales mis sur les rails lors de la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha, au Qatar, le 14 novembre 2001, a certes réussi là où Seattle, deux ans plus tôt, avait échoué. Le souci de ne pas « démissionner » face au terrorisme et la nécessité de relancer une machine économique mondiale minée par une croissance en berne y étant sans doute pour beaucoup.

Mais Doha a aussi démontré que les contestataires continuaient de faire entendre leur voix. Pour éviter le fiasco d'un Seattle bis, où, en novembre 1999, 50 000 manifestants avaient déferlé dans les rues, l'OMC avait tout fait pour limiter la présence des « gêneurs ». Ils n'étaient du coup que quelques centaines à avoir fait le déplacement au Qatar. Mais ils ont pesé. Interdits de rue, ils ont joué les contre-experts dans l'enceinte des négociations. Ils ont décrypté des textes pour des petits pays dépassés par les enjeux. Ils ont concurrencé, sur leur terrain, les lobbies industriels. A l'arrivée, un nouveau cycle est lancé. Mais il fait des concessions aux pays en développement, notamment sur l'accès aux médicaments, une des campagnes clés de la « génération Seattle ».

Un mois plus tard, lors du sommet européen de Laeken, en Belgique, la mobilisation n'a pas failli : 80 000 manifestants ont défilé derrière les bannières syndicales pour dénoncer le déficit social des Quinze, et 20000 contestataires ont battu le pavé. Soit plus qu'à Nice, autre sommet européen, un an auparavant.

Enfin, en février 2002, Porto Alegre a accueilli pour la deuxième édition de son Forum social mondial 50 000 militants venus de plus de 131 pays, soit trois fois plus qu'en 2001.

Il suffit d'écouter Pascal Lamy, commissaire européen au Commerce, pour se convaincre de la force des contestataires : « Ce mouvement est plus important que les précédents, confiait-il au cours de l'été 2001. Le fonctionnement de nos démocraties ne s'est pas ajusté à cette démocratie d'opinion. L'affaiblissement de la politique, l'augmentation de l'abstention va de pair avec la montée en puissance de la société civile qui a un formidable boulevard devant elle. » Le Britannique Mark Malloch Borwn, directeur du PNUD, le Programme des Nations unies pour le développement, culturellement plus proche des contestataires, estime, lui, que « ce mouvement est une réponse à l'absence de démocratisation des institutions. Il s'est infiltré dans le vide politique... laissé par le politique lui-même. Il va non seulement continuer, mais aussi grossir. »

Les dirigeants des Etats les plus riches de la planète l'avaient eux aussi bien compris lors du sommet du G8 de Gênes, en Italie, en juillet 2001. Près de 200 000 personnes s'étaient donné rendez-vous dans une ville en état de siège. [...] Si les élus sont sensibles aux échos de la rue, ils le sont encore plus aux sondages, qui régulièrement, rappellent les craintes des opinions publiques à l'égard de la mondialisation. Avant le sommet italien, 63% des Français approuvaient les idées des contestataires.

Mais qui sont-ils ? Que veulent-ils ? D'où viennent-ils ? Où vont-ils ? Depuis la date charnière de Seattle, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues. [...]

Ces événements médiatisés sont la partie émergée de l'iceberg : il ne se passe un mois sans qu'un mini-sommet national, une réunion régionale ou une rencontre continentale ne soient perturbés. Cela peut-être un forum consacré aux biotechnologies à San Diego (Etats Unis), un meeting d'industriels du pétrole à Calgary (Canada) ou une réunion régionales du Forum économique mondial à Salzbourg (Autriche).

Et si l'on ouvre un peu plus la focale de l'objectif, que l'on se penche sur l'autre moitié du monde, plus au sud, on s'aperçoit que les révoltes trouvent un écho grandissant. Une manifestation sans précédent de paysans en Thaïlande au moment du sommet alternatif de la Cnuced en février 2000 ; de violents heurts entre syndicalistes et forces de l'ordre en Corée du Sud pendant Doha en novembre 2001 ; ou une radicalisation des ONG des pays en développement lors du sommet mondial des Nations Unies contre le racisme en Afrique du Sud, en août 2001, montrent aussi l'étendu de la contestation.

Seattle reste pourtant une balise. C'est là que le « mouvement global » est devenu plus visible. Là que la jonction s'est en partie faite entre les syndicats et des coordinations radicales. [...] L'événement, accentué par la formidable caisse de résonance médiatique américaine a marqué

les esprits : jamais depuis la guerre du Vietnam, un couvre-feu n'avait été instauré outre-Atlantique. Pour la première fois depuis les années 60, des mouvements de jeunes radicaux, des syndicalistes ou des environnementalistes se retrouvaient côte à côte. Alliés au réveil des pays en développement dans l'enceinte du sommet, ils ont contribué au fiasco du sommet du Millénaire.

C'est cette résurgence de la fracture Nord/Sud que les pays riches croyaient révolue, ajoutée à l'organisation des contestataires, qui inquiètent les « global leaders ». Car les revendications portées par ces néo-rebelles dépassent les frontières corporatistes traditionnelles. Même s'ils ne sont pas exempts de contradictions ou de bons sentiments, les mots d'ordre des manifestants s'articulent autour de thèmes globaux : démocratisation et transparence, justice sociale et solidarité planétaire. [...]

Evanescent un jour, écrasant un autre, ce « mouvement des mouvements » se veut à géométrie variable. Il joue la carte, à l'image du saut qualitatif et quantitatif enregistré à Porto Alegre en février 2002, des grandes agoras internationales, mais s'enracine dans le tissu local. Il ne rêve plus d'un grand soir mais articule des oppositions autant qu'il s'efforce de faire avancer des propositions. Il questionne sur le long terme les limites d'un modèle libéral, mais tente aussi d'apporter à très court terme des réponses pratiques et concrètes.

[...] Les contestataires tendent un miroir à une planète qui ne tourne pas rond. Ils introduisent des éléments de doute dans les rouages d'un système économique sorti du Xxième siècle par KO de sa confrontation avec le socialisme d'état. Grâce à leur « stratégie de la tension », des petites inflexions ont été données, pas uniquement dans les discours. Les sommets internationaux devront se réinventer, sauf à se réfugier dans des bunkers encore plus isolés. [...] L'idée d'une démocratie plus participative fait son chemin. [Or] ces concessions difficilement arrachées, n'ont pas empêché la « planète mondialisation » de tourner.

Ce constat renvoie à la question de l'avenir de la contestation. C'est inévitable : un mouvement qui interroge le monde ne manque pas d'être interrogé à son tour. Régulièrement, les critiques épinglent ses « tendances » populistes ; son côté très blanc, très nordiste, qui ne parlerait que pour une (petite) moitié du globe ; la « stérilité » de ses manifestations répétitives ; les « violences » de certaines de ses actions ; sa « capacité » à nourrir autre chose que des critiques. [...]

Toute la difficulté de ce contre-pouvoir global sera non pas d'étouffer mais d'oxygéner un monde jugé à bout de souffle.

Christian Losson et Paul Quinio
Extrait de « Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation » (Grasset. Paris, mars 2002)

300 000 manifestants contre l'Europe libérale

Par Greg Palast
Traduction Marie France Perez, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

A Buenos Aires, le Paris de l'Amérique latine, la police a abattu en décembre deux douzaines d'Argentins décidés à affronter les balles plutôt que la famine. Le cours de la devise nationale s'était écroulé et le spectre du chômage, qui touchait déjà 16 pour cent de la population, avait soudain fauché des millions de personnes, bien plus que le gouvernement en déroute ne pouvait en compter. L'économie avait été assassinée de sang froid.

Qui sont les responsables? Les assassins ont laissé leurs empreintes partout sur le cadavre encore chaud.

Un "memorandum d'accord technique" en date du 5 septembre 2000, signé par Pedro Pou, Président de la Banque centrale d'Argentine a été transmis à Horst Köhler, Directeur général du Fond monétaire international. J'ai reçu la version intégrale du rapport de.... disons simplement que l'adresse de l'expéditeur ne figurait pas sur l'enveloppe.

L'"accord" exigeait de l'Argentine qu'elle réduise le déficit budgétaire public en le faisant passer de 5,3 milliards de dollars en 2000 à 4,1 milliards en 2001. Réfléchissez. Il y a dix-huit mois, à l'époque où l'accord était rédigé, l'Argentine était déjà au bord du gouffre. Un travailleur sur six était au chômage. Même les économistes à la manque du FMI auraient dû savoir que contenir les dépenses publiques dans une économie en perte de vitesse, c'était comme stopper les réacteurs d'un avion qui partirait en vrille.

Le FMI ajoute toujours la cruauté à l'incompétence. Sous le gros titre, "Améliorer les conditions de vie des pauvres", le Fonds intimait à l'Argentine de couper de 20 pour cent les



salaires mensuels de 200 dollars versés au titre d'un programme d'urgence pour l'emploi. L'"accord" promettait également des coupures de 12 à 15 pour cent des salaires des fonctionnaires et une "rationalisation" des pensions (le FMI est en faveur d'une diminution de 13 pour cent des sommes versées aux personnes âgées).

Les plans du FMI pour les retraités et les pauvres étaient émaillés de projections économiques à la limite du délire. Le rapport prévoyait qu'une fois que l'Argentine aurait haché menu ses dépenses de consommation, sa production économique bondirait de 3,7 pour cent et son taux de chômage s'effondrerait.

Cela n'a pas été le cas. Le plan du FMI a mis la production à genoux: celle-ci a chuté de 25 pour cent durant le dernier trimestre de l'an passé avant de sombrer complètement devant des taux d'intérêt qui, en été, atteignaient 90 pour cent sur les profits libellés en dollars.

UNE AUTRE ENVELOPPE a atterri sur mon bureau qui contenait un mémorandum concernant un "Plan d'assistance" pour l'Argentine pour les quatre prochaines années. Ce document du 25 juin, signé par le Président de la Banque mondiale James Wolfensohn, avertissait les destinataires de l'utiliser "uniquement dans l'exercice de leurs fonctions officielles".

Mes fonctions et mon devoir de reporter sont de vous avertir que ce plan n'est rien d'autre qu'un stupéfiant mélange de cruauté et d'aveuglement titanesque. Devant une économie déjà moribonde, Wolfensohn prétendait qu' "en dépit d'un ralentissement, les buts énoncés dans le rapport de l'année précédente restaient valables et la stratégie adéquate". Le Plan du FMI, concocté avec la Banque mondiale, "allait grandement améliorer les perspectives pour le reste de 2001 et pour 2002, une reprise de la croissance étant attendue durant le second semestre de 2001."

Dans ce document très confidentiel, le Président de la Banque mondiale se déclarait particulièrement fier que le Gouvernement argentin ait opéré des coupes de 3 milliards de dollars dans les dépenses de base pour payer l'augmentation des intérêts. En d'autres termes, le gouvernement cessait de répondre aux besoins intérieurs pour payer les intérêts de ses créanciers, pour la plupart des banques étrangères.

Les crises ont du bon, comme le chante Wolfensohn à ses banquiers de lecteurs: "Un grand pas a été franchi vers la suppression de contrats de travail surannés." Et les "coûts de la main-d œuvre" ont chuté grâce à la flexibilité du marché du travail induite par la libéralisation de facto du marché via un moindre formalisme." Traduction: les travailleurs ont perdu leurs emplois syndiqués et se sont retrouvés à vendre des babioles à la sauvette.

Mais qu'est-ce qui a bien pu faire avaler un tel programme à l'Argentine?

Un prêt d'urgence de 20 milliards de dollars et un crédit "en attente" du FMI, de la Banque mondiale et des banques commerciales qui sont leurs partenaires: voilà l'appât utilisé.
Mais attention: cette générosité est moins grande qu'il n'y paraît. L'"accord" prévoyait que l'Argentine poursuive son "plan de convertibilité", la réforme de 1991 qui arrimait le peso, la devise nationale, au dollar yankee à un taux fixe de un peso pour un dollar. Ce rattachement du peso au dollar avait coûté fort cher: les banques étrangères travaillant avec le FMI avaient demandé à l'Argentine de payer une prime de risque de 16 pour cent supérieure aux taux d'escompte du Trésor américain pour les dollars nécessaires à la bonne marche du programme.

Maintenant, faites les comptes. Lorsque Wolfensohn a écrit son mémo, l'Argentine avait 128 milliards de dettes. Les intérêts plus les primes se montaient à 27 milliards par an. En d'autres termes, les argentins n'ont pas vu un seul penny des prêts de "sauvetage" de 20 milliards de dollars. La dette s'est accrue, mais pas un sou n'a échappé à New York, où l'argent s'est attardé pour payer leurs intérêts aux créanciers américains qui détenaient les obligations.

Ces créanciers sont de tous acabits, depuis les requins de la Citibank basée à New York jusqu'aux moins gourmands comme Steve Hanke, président du Toronto Trust Argentina, un fonds du marché émergent. L'équipe de Hanke a engrangé 100 pour cent sur les actions argentines lors d'une panique monétaire en 1995. Don't cry for Steve, Argentina. Grâce aux profits de 79,25 pour cent enregistrés cette année-là, son fonds est passé en tête de la ligue des spéculateurs. Les joueurs appellent ça des "investissements de vautours": parier sur l'échec des politiques du FMI.



Hanke, qui est professeur d'économie à l'Université John Hopkins, propose à ses étudiants un remède gratuit aux plaies de l'Argentine. "Il faut abolir le FMI", me dit-il. Un conseil qui le mettrait sur la paille.

Et, ajoute-t-il, il faut abolir le taux de change fixe. L'adoption d'un tel taux a contraint l'Argentine à mendier et à emprunter un solide paquet de dollars pour soutenir chaque peso, ce qui a permis au FMI et à la Banque mondiale de déchaîner sur la pampa leurs quatre hérauts de la politique néolibérale: marchés financiers libéralisés, pouvoirs réduits du gouvernement, privatisation et libre échange.

Libéraliser, cela veut dire permettre au capital de passer librement les frontières nationales. Et c'est bien ce qui s'est passé. L'an dernier, l'élite argentine s'est défait de ses pesos pour des dollars qu'elle a envoyés dans des paradis fiscaux à l'étranger, à raison de 750 millions de dollars par jour.

Au bon vieux temps, les banques nationales et provinciales, propriété du gouvernement, finançaient les dettes de leur pays. Mais vers le milieu des années 90, le gouvernement du Président Carlos Saúl Menem les a bradées à des opérateurs étrangers tels la Citibank et la Fleet Bank de Boston. Charles Calomiris, ancien conseiller à la Banque mondiale, m'a confié que la privatisation de ces banques était un vrai conte de fées. Oui, mais pour qui? Comme les banques sous contrôle étranger ne voulaient pas rembourser les déposants argentins, le gouvernement a gelé les comptes d'épargne le 3 décembre, saisissant l'argent de la classe moyenne pour rembourser les créanciers étrangers.

Pour ne pas mécontenter ces créanciers, l'"accord" du FMI prévoyait également "une réforme du système de partage des recettes fiscales". Un doux euphémisme pour dire que les banques américaines seraient payées en opérant une ponction sur les recettes fiscales que les provinces réservaient à l'éducation et autres services publiques. L''accord" a également permis de trouver de l'argent en "réformant" (tronquant) le régime d'assurance maladie.

Et lorsque ces coupes ne suffisent pas à payer les créanciers, on peut toujours vendre les "bijoux de famille" ? c'est ainsi que les argentins décrivent les privatisations. En 1995, le gouvernement a vendu une grande partie du système d'approvisionnement en eau à Vivendi Universal. Le conglomérat français s'est empressé de dégraisser les effectifs et d'augmenter les prix; les hausses ont atteint 400 pour cent dans certaines régions. Dans son mémo confidentiel, Wolfensohn, de la Banque mondiale, soupire: "Presque tous les biens d'équipement ont été privatisés"... alors bien sûr, maintenant, il n'y a vraiment plus rien à vendre.

C'est l'imposition d'une "politique d'ouverture commerciale", bien clairement expliquée dans l'accord, qui a porté le coup de grâce. Elle a forcé les exportateurs argentins (et leurs produits vendus en dollars EU à cause du taux fixe) à rentrer en compétition et jouer une partie pathétique et perdue d'avance contre les produits brésiliens vendus en réals, la devise dévaluée du pays.

La Banque mondiale et le FMI ont-ils tirés les leçons de leurs erreurs? Ils ont appris autant qu'un cochon qui apprend à chanter: il ne le peut ni ne le pourra, et s'il s'y essaie, il vous écorche les oreilles. Le 9 janvier, alors que la capitale de l'Argentine était en flammes, le Directeur général adjoint du FMI, Anne Krueger, a ordonné au nouveau Président argentin, Eduardo Duhalde, de couper encore davantage les dépenses publiques. Il est intéressant de constater que le Président George W. Bush s'est rallié à l'avis du FMI sur les coupes budgétaires précisément la semaine où il demandait au Congrès américain d'adopter un plan de 50 milliards de dollars pour sortir les Etats-Unis de la récession.

Dans son mémo, Wolfensohn résumait ainsi le programme: tout ce que l'Argentine devait faire, c'était "réduire le coût de la production", une démarche qui ne nécessitait qu'une " main-d œuvre flexible". Traduction: diminutions supplémentaires des retraites et des salaires, ou, mieux encore, pas de salaire du tout. A la grande consternation de l'élite argentine, toutefois, les abeilles ouvrières se sont résolument obstinées à s'accorder sur une chose: leur appauvrissement.

Un de ces travailleurs, Anibal Verón, 37 ans et père de cinq enfants, a perdu son travail de chauffeur de bus dans une compagnie qui lui devait déjà 9 mois de salaire. Verón a rejoint les argentins au chômage, les "Piqueteros" comme on les appelle là-bas, qui organisent des barrages routiers. En novembre 2000, en levant un blocus, la police l'a tué d'une balle dans la tête.

Et pourtant, les chantres de la mondialisation dépeignent la résistance au nouvel ordre mondial comme une blague de jeunes occidentaux gâtés et naïfs, cherchant à échapper à l'ennui "en se laissant aller à la contestation" selon les dires du Premier ministre anglais Tony Blair. Et les médias américains et européen d'entonner le même refrain: elles mettent les projecteurs sur les contestations à Seattle et à Gênes, mais elles se gardent bien de parler des grèves générales qui mobilisent des millions de travailleurs argentins. Le meurtre du manifestant Carlo Giuliani le 20 juillet à Gênes a fait les gros titres des journaux aux Etats-Unis et en Europe. Mais ces mêmes journaux ont passé sous silence la mort de Verón et le meurtre de deux manifestants, Carlos Santillán, 27 ans, et Oscar Barrios, 17 ans, abattus par la police le 17 juin dans un cimetière de General Mosconi, une ville du nord de l'Argentine. Ce n'est qu'en décembre, lorsque l'Argentine n'a pas pu payer ses tr!aites, que la presse euro-américaine a signalé une "crise".

Pour appliquer leurs "réformes", le FMI et la Banque mondiale travaillent avec des gens du cru comme Domingo Cavallo, qui a dû démissionner de son poste de Ministre de l'économie en décembre sous la pression populaire. Le même Domingo Cavallo qui était, les argentins s'en souviennent, Directeur de la Banque centrale pendant la dictature militaire de 1976 à 1983.

Parce qu'ils n'ont pas oublié cette période, les membres du Service de la paix et de la justice (SERPAJ), basé à Buenos Aires, documentent les cas de torture pratiquée par la police sur des contestataires dans le nord du pays. Le responsable du SERPAJ, Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix en 1980, m'a raconté que son groupe avait déposé officiellement plainte contre la police, accusée de recruter des enfants? parfois même des enfants de cinq ans dans leurs escadrons paramilitaires pour servir d'informateurs. Il comparait cette opération aux jeunesses hitlériennes, organisation qui inculquait aux jeunes garçons allemands les principes nazis. Pour Pérez Esquivel, qui a pris l'an dernier la tête des manifestations contre la proposition d'accord de libre échange des Amériques, libéralisation économique et répression politique vont de pair.

Pour plus d'information sur ce sujet, consultez les derniers livres de Greg, The Best Democracy Money Can Buy et Democracy and Regulation, qui sortiront en avril prochain.

Greg Palast, enquêteur reporter, est l'auteur d'une chronique intitulée "Inside Corporate America" qui paraît dans l'Observer, le journal du dimanche le plus réputé en Angleterre. Les articles de Greg se trouvent à http://www.gregpalast.com

Petit cours d'économie sur les rives du Rio de la Plata

Par Heiner Flassbeck.
Traduction : coorditrad@attac.org

La dévaluation du peso argentin et la cessation du service de la dette (intérêts et capital) a clos un chapitre de politique économique "moderne" pour pays émergents qui aura marqué plus que tout autre le débat idéologique et théorique entre le monde occidental et les pays en développement. L'Argentine fut de longues années durant l'élève modèle (même dans les pays de langue anglaise le terme d'"enfant prodige " avait acquis droit de cité) du Fonds monétaire international et des sept grands pays industriels occidentaux (G7), le cas d'école de la "bonne"politique économique – bonne, parce qu extrêmement libérale. Le pays riverain du Rio de la Plata avait décidé dans les années 90 d'en finir une fois pour toutes avec son passé inflationniste et interventionniste.

Il introduisit donc un système de parité absolument fixe (un peso égale un $ US) assorti d une ouverture totale du marché de capitaux – système du "currency board", selon lequel le pays devait être entièrement financé par des investissements étrangers . En même temps il réalisait un programme de libéralisation et de privatisations extrêmement ambitieux.

Ce système monétaire, couvert d'éloges et chaudement recommandé par les économistes américains et le Fonds monétaire semblait particulièrement bien adapté à un pays comme l'Argentine qui associait apparemment la possibilité d'une ouverture vers l extérieur à une rigoureuse discipline intérieure, sans qu'une grande puissance économique, par exemple les USA, soit contrainte d'apporter une caution systématique pour le maintien du "board". Le système a complètement échoué: l'Argentine aurait dû en effet recourir, suite aux dévaluations provoquées par la crise asiatique et en particulier celle mise en oeuvre par son voisin le Brésil, à une politique de déflation massive pour pouvoir rester concurrentielle. Or qui dit déflation, dit dépression, mais la dépression qui finit par s'installer épouvanta à tel point les bailleurs de fonds du monde entier que



l'Argentine n'obtint plus de liquidités qu'à des taux usuraires, bien que la profonde crise économique qu'elle traversait en eût exigé de très bas.

Ainsi le système s'est auto-détruit et a montré avec une aveuglante clarté à quel point la théorie sur laquelle le Fonds monétaire et le G7 appuient leurs recommandations s'éloigne de la réalité.(1)Le "currency board" , originellement conçu pour lier la monnaie des colonies à leur métropole est le système monétaire le moins adapté possible pour un Etat souverain, parce qu'il unit indissolublement les inconvénients d'un système de parité fixe irrévocable à ceux d'un système de parité absolument libre. Quand un pays choisit ce type de système, d'une part il est sans défense contre une dévaluation pratiquée par d'autres pays ou une politique monétaire inadaptée de sa "métropole". D'autre part son approvisionnement en capitaux et le taux d'intérêt de ces capitaux sont totalement soumis à "sa cote" sur le marché, ce qui en règle générale conduit à des fluctuations incontrôlables des taux d'intérêt, voire pire, comme en Argentine, à un taux systématiquement trop élevé - ce taux revêtant plus d'importance encore que celui du change.(2)

Pendant des années le Fonds monétaire et le G7 ont prêché à tous les pays du monde l'ouverture de leurs marchés aux biens et aux capitaux , sans leur dire comment, ni même s'ils devaient réglementer leurs politiques monétaires. Leurs recommandations se limitaient à leur vanter les formes les plus radicales des divers systèmes monétaires: soit des parités absolument fixes, comme pour le "currency board" argentin, soit des cours absolument flottants, comme pour le Brésil à partir de 1999. Le simple fait que ce système ne peut fonctionner si des pays voisins entretenant d'étroites relations commerciales choisissent les pôles opposés fut purement et simplement passé sous silence. Le puissant attrait des "solutions-polaires" résidait surtout dans le fait qu'elles n'imposaient aux grandes puissances économiques aucune intervention ou soutien d'aucune sorte, mais donnaient au contraire l'impression que les états, dans un monde entièrement libéralisé et privatisé pouvaient se contenter de solutions exclusivement nationales.

Le plus impressionnant dans la crise argentine, c'est la longue opiniâtreté avec laquelle la politique économique peut fermer les yeux sur un cas pareil,ou pire encore , son incapacité à résoudre ce cas, par aveuglement idéologique ou ignorance objective des faits. Jusque tout récemment l'Argentine s'entendit conseiller d'équilibrer son budget, pour faire absolument barrage à un nouvel endettement grevé d'intérêts qui atteignaient le taux prohibitif de 30%. Conseiller à un pays plongé dans une lourde crise de l'économie réelle - et depuis trois ans la récession argentine entraînait une paupérisation massive - d'équilibrer son budget de façon permanente est déjà plus que surprenant. Pourtant la décision prise en ce sens par le gouvernement argentin l'été dernier reçut l'approbation générale et seuls quelques marginaux osèrent la critiquer. Mais il y a plus étonnant encore. Comment, en effet, l'économie du secteur privé peut-elle fonctionner et investir en présence d'un taux d'intérêt de 30% et de fluctuations incontrôlables de ce taux ? De toute évidence, personne ne se posa la question, puisque c'était le marché qui imposait ce taux au pays - et le marché, c'est bien connu, ne se trompe jamais.

Buenos Aires s'entendit reprocher par l'opinion publique d'avoir accumulé trop de dettes extérieures. Or la totalité de la dette publique argentine excède à peine 40% de son PIB - moins que la plupart des pays européens, et lui autoriserait l'accès à l'UE. Que la plus grande partie soit constituée de dettes extérieures va de soi dans un système monétaire où les entrées nettes de capitaux conditionnent toute nouvelle émission de liquidités. Enfin l'Argentine s'attira le reproche rituel de sclérose "structurelle". Adresser un pareil reproche à un pays qui a entrepris de tels efforts sous ce rapport et qui ne peut se tirer d'une récession aiguë est aussi inapproprié et aberrant que l'adresser à l'Europe actuelle.

L'épisode argentin montre à l'évidence une chose : le système monétaire d'un pays doit en premier lieu lui permettre de rester concurrentiel. Un pays qui s'est effondré avec un système de parité fixe ne peut pratiquement pas rattraper son retard. Mais vu que la dévaluation chez l un signifie la réévaluation de fait chez l autre, un système international fondé sur des choix monétaires radicalement opposés ne peut fonctionner. Certes cela met les grandes puissances dans une situation désagréable. A leurs sermons sur les bienfaits de la globalisation et l'avenir radieux promis à un monde aux marchés ouverts bientôt plus personne n'accordera foi, s'ils n'expliquent pas en même temps comment les PVD et pays émergents doivent retrouver la maîtrise de leurs monnaies et de quelle manière les grands doivent y contribuer. S'ils continuent à refuser



absolument tout engagement multilatéral en matière de politique monétaire, les économies mondiales en développement ne peuvent que jeter par-dessus bord le dogme de l'ouverture des marchés.

De toute évidence, l'ensemble des institutions internationales sont désespérément incapables de poser un diagnostic objectif et de trouver des remèdes adaptés lorsqu'un pays se trouve dans une situation de grave détresse existentielle. Le Fonds monétaire international s'accroche à des dogmes théoriques sans aucun rapport avec la réalité et personne dans les conseils ministériels n'est prêt à , ni capable de mettre en question ces mêmes dogmes. Mais ce n'est pas seulement le monde politique, mais aussi celui des marchés qui a une fois de plus connu un échec fondamental. Certes les banques et petits épargnants européens sont touchés par la crise en Argentine, car ils y avaient largement investi. Mais il faut ajouter que les investisseurs ont été très fortement poussés par les observateurs professionnels des marchés à souscrire les "attrayants" emprunts argentins. Il y a peu d'années encore les emprunts argentins passaient pour un "truc d'initiés" pour qui souhaitait allier rendement élevé et risque minimal. On pouvait récolter plus de10% d'intérêts en $US, donc sans aucun risque lié à des fluctuations des taux de change, s'entendait raconter quiconque s'informait auprès de sa Caisse d'Epargne de placements internationaux avantageux. Mais aucun pays au monde ne peut payer des intérêts s'élevant à 10% et plus en dollars sans se retrouver en faillite à plus ou moins long terme. Tous ceux qui ont investi en Argentine récoltent au sens exact du terme ce qu'ils ont semé. Cependant la question de la responsabilité des conseillers financiers et de la bulle financière spéculative reste posée.

Toutefois l'Argentine a maintenant une chance. Par-delà les dogmes et en dépit la dégradation des conditions de vie qu'entraîne la dévaluation le pays a pour la première fois depuis des années une chance de sortir de la crise.Pour cela, elle doit entreprendre avec succès La condition décisive en est de réussir à organiser parallèlement à la dévaluation un financement national et à normaliser les taux d'intérêt.Toutefois cela ne suffira pas à résoudre le problème du taux de change sur le long terme. Déjà les augures de l'unilatéralisme sont en campagne et recommandent de passer de la parité absolument fixe au taux de change absolument flottant. Cependant, si Buenos Aires, sous la pression du marché, dévalue de manière excessive, ce ne sera pas seulement sa propre stabilité intérieure qui sera mise en péril, mais aussi la situation économique des principaux pays voisins, au premier chef le Brésil. Le Brésil doit-il procéder à une nouvelle dévaluation et après lui l'Argentine et entre-temps tous les autres pays d'Amérique latine ? Comme ce fut le cas en 1999 pour le Brésil, rien ne montre mieux le désarroi de la communauté internationale que cette recommandation d'effectuer un virage à 180°.Non, Buenos Aires ferait mieux de renoncer tout à fait à l'aide et aux conseils de la communauté internationale et d'élaborer avec ses voisins la politique commune la plus cohérente possible pour l'Amérique latine, afin d'éviter de dévaluer à qui mieux mieux. Dans un monde faussement globalisé le régionalisme est la seule issue.

Heiner Flassbeck.

Remarques :
(1) Lorsqu'à l'automne 1998 j'ai demandé dans le "Spiegel" un système monétaire plus flexible qui permette à tous les pays d'adapter de façon contrôlée le cours de leur monnaie aux paramètres fondamentaux, j'ai provoqué un tollé mondial contre un pareil "interventionnisme" sur les marchés des changes, et notre actuel ministre des finances déclara plus tard dans son commentaire que j'avais dressé le monde entier contre moi.
(2)Cf et cf au sujet du débat avec la littérature moderne : Heiner Flassbeck...
(3)En ce sens un conseiller en investissements(?) décerna le 7 janvier 2002 (donc après la crise argentine) dans le "Handelsblatt" le titre de "pays à parité fixe" au plus grand pays européen fonctionnant avec un "currency board", la Bulgarie, ainsi que des éloges démesurés quant à sa politique économique. Qu'un pays qui a fixé pour un délai restreint le cours de sa monnaie est encore bien loin d'être un "pays à parité fixe" - voilà ce que devrait savoir tout étudiant en premier semestre d'économie, mais cette position est typique : tant que cela est possible on embellit les données afin d'inciter les investisseurs à souscrire aux emprunts à fort rendement de ces pays. Que le pays puisse ou non supporter à long terme la charge de pareils intérêts, voilà qui n'intéresse en rien le marché.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.



-- Mardi 19
AUSTRIA : Wien – Linz – Gasthof Eder
DANMARK : Kaffestuerne – Beborhus – Niva
FRANCE: Saint Nazaire – Nantes – Paris 11 – Thonon – Dieppe – Bordeaux – Metz – Saint Girons – Avignon – Paris 15 – Jussieu
SVERIGE : Stockholm

-- Mercredi 20
AUSTRIA : Graz
DANMARK : Valby
DEUTSCHLAND : Heidelberg
ESPANA : Madrid
FRANCE: Paris 11 – Nice – Dieppe – Caen – Voiron – Pau – Versailles – Rennes – Fleury les Aubrais – La Ciotat - Cachan

-- Jeudi 21
AUSTRIA : Innsbruck
DANMARK : Arhus
DEUTSCHLAND : Kassel
ESPANA : Madrid
FRANCE: Manosque – Rennes – Saint Malo – Cachan – Montreuil – Dieppe – Bordeaux – Laval – Paris 13 – Aix – Marseille - Angers

-- Vendredi 22
AUSTRIA : Wien
FRANCE: Bernay – Antibes – Dieppe – Pau – Saintes – Lardy - Orléans